

Elections dans la fonction publique: pour l'Education, la FSU reste en tête

Paris, 7 déc. 2018 (AFP) -

La FSU, première fédération de l'éducation, reste en tête vendredi à l'issue des élections professionnelles à l'Education nationale devant l'Unsa, toujours deuxième, et FO, indique vendredi le ministère de l'Éducation.

Avec 34,91% des voix contre 35,5% en 2014, la FSU conserve six sièges sur quinze au Comité technique ministériel (CTM), l'instance de négociation au ministère de l'Éducation nationale où seules les organisations ayant des élus peuvent signer des accords.

L'Unsa Education garde quatre sièges avec 21,6% des voix (contre 21,9% auparavant). FO demeure troisième et conserve deux sièges (13,66% des voix, contre 13,6% précédemment). Le Sgen-CFDT (8,4% des voix) et la CGT (6,14%) conservent chacune leur siège. Le Snalc, classé à droite, garde un siège, avec 6,03% de voix.

Le taux de participation pour les élections au CTM s'est élevé à 42,64%, en hausse de 0,91 points par rapport à 2014. "Dans un contexte social et politique particulièrement tendu, cette progression témoigne de l'attachement à la représentation syndicale", a réagi l'Unsa Éducation dans un communiqué. "Le ministre doit l'entendre. Il est temps de changer de méthode et de laisser une place plus importante à la négociation avec les organisations syndicales".

"Dans une situation marquée par la volonté des gouvernements successifs de remettre en cause la place des syndicats (...) ce résultat est un cinglant démenti à tous ceux pour qui la mission du syndicat ne serait plus la défense des intérêts matériels et moraux des personnels mais l'accompagnement des politiques ministérielles", a de son côté souligné FO.

Lancées la semaine dernière pour les agents votant par voie électronique, les élections professionnelles dans la fonction publique - qui concernent quelque 5,2 millions de personnels - se sont achevées jeudi.

Le début des élections avait été marqué par des "dysfonctionnements" affectant le vote électronique au ministère de l'Éducation. Critiqué par plusieurs syndicats, ce vote est en vigueur depuis 2011.

ito/sva/pta

Afp le 07 déc. 18 à 09 47.